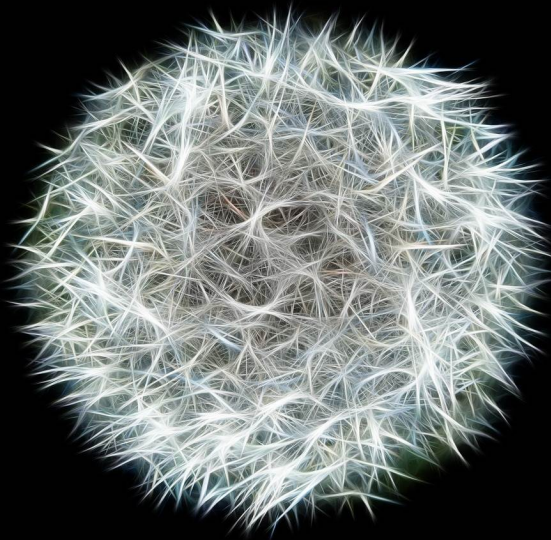


L'OBSoCo



COVID-19 : Le Jour d'après

ABSTRACT NOTE N°9 du 8 juin 2020



LE JOUR D'APRES

Le Jour d'après, c'est d'abord le lendemain pour les personnes, en France, qui toutes vivent au jour le jour depuis le début de l'épidémie COVID-19.

Le Jour d'après, c'est aussi le futur d'une société ébranlée dans ses fondements par cette catastrophe et ce bouleversement radical.

Le Jour d'après, c'est donc le nom que L'ObSoCo a donné à un dispositif inédit articulant un suivi quantitatif régulier et une communauté en ligne exceptionnelle de 50 citoyens-consommateurs mis en place pour comprendre si et comment cet événement sans précédent accélère les mutations déjà à l'œuvre dans notre société et nos modèles de consommation.

Le Jour d'après, c'est enfin la philosophie de L'ObSoCo. Nous n'avons pas de certitudes sur ce que sera demain. Mais nous avançons, avec nos grilles de lecture et nos analyses, avec ceux qui soutiennent notre travail et les experts qui contribuent à enrichir notre réflexion, pour mesurer, décrypter et contribuer à anticiper la société de « l'après. »

NOTRE DISPOSITIF

Une communauté de 50 Français animée au quotidien

Chaque jour, depuis le 23 mars, 50 Français sont invités à partager leur ressenti et les moments marquants de leur journée. Nous suivons également leur perception de la situation nationale et internationale, leur rapport au travail, leurs déplacements, la façon dont ils s'approvisionnent, leurs courses et leurs achats, leurs activités et loisirs, leurs relations et interactions avec les autres. Nous ouvrons également le champ de l'interrogation et des échanges à des sujets moins quotidiens et plus structurels : leur rapport aux acteurs économiques, à la consommation alimentaire, à la consommation responsable, aux valeurs, au temps et aux rythmes de vie, aux modes de vie.

Ces 50 Français ont été recrutés de façon à représenter des profils divers en fonction du genre, de l'âge, des situations familiales, des situations professionnelles, géographiques... Le support technique utilisé est la plateforme communautaire en ligne *Krealinks*.

Des études quantitatives en suivi régulier

Les données quantitatives analysées sont issues d'une enquête réalisée en ligne sur le panel *Respondi* du 20 au 26 mai 2020, auprès d'un échantillon de 1000 personnes représentatives de la population française de 18 à 75 ans.

Ce document est un abstract de deux rapports produits dans le cadre de notre dispositif de suivi de l'évolution des comportements, opinions et représentations depuis le début de l'épidémie de COVID-19.

Si vous souhaitez y souscrire et bénéficier de nos analyses approfondies, n'hésitez pas à nous contacter.

LE MORAL SE REDRESSE MAIS LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES DE LA CRISE ASSOMBRISSENT L'HORIZON

La phase de déconfinement s'est traduite par une **nette remontée du moral des Français**. Celui-ci paraît même au beau fixe, à l'image de cette météo qui les a accompagnés durant la presque totalité du confinement. Nos indicateurs mesurant le bien-être psychologique à travers l'intensité des émotions ressenties – positives ou négatives –, amplifient la dynamique de remontée observée au cours des vagues précédentes de l'enquête et **tendent même à dépasser les niveaux d'avant-crise**. L'indicateur de niveau de bonheur déclaré est au diapason.

Mais paradoxalement, **l'installation dans le processus de déconfinement n'a pas induit de regain d'optimisme** par rapport aux perspectives associées aux années à venir. La situation économique et ce qui se dit sur les perspectives pour les prochains mois contribuent à assombrir l'horizon. **Déjà, 35 % des Français interrogés affirment avoir subi une baisse de revenu** depuis le déclenchement de la crise sanitaire, une baisse de 23 % en moyenne, un chiffre qui recouvre des disparités importantes et pèse bien davantage chez les ménages les plus modestes.

UN POST-CONFINEMENT PLUS QU'UN DÉCONFINEMENT

Les actifs confinés ont commencé à progressivement reprendre le chemin du travail. Mais après quinze jours, **ce n'est encore qu'un actif sur deux qui se déplace pour aller travailler** « *comme en période normale* ». 17 % sont toujours en arrêt de travail (environ 40 % de ceux qui l'étaient durant le confinement le sont encore dans ces premiers temps du déconfinement) et 22 % poursuivent le télétravail à temps plein, alors que 10 % alternent télétravail et déplacement sur le lieu de travail.

De façon plus générale, **ces premiers temps semblent davantage s'apparenter à un post-confinement qu'à un réel déconfinement**. Car si près d'un Français sur cinq (18%) dit avoir repris le cours de sa vie normale sans se restreindre sur ses activités, à l'inverse, un sur cinq (19%) demeure délibérément auto-confiné et **les deux tiers (63%) disent reprendre progressivement leurs activités en continuant toutefois à limiter déplacements et contacts**.

Il faut dire que **les Français semblent avoir plutôt bien vécu ce moment « extra-ordinaire »** du confinement. Invités à évaluer leur expérience de cette période au moyen d'une note de -5 à +5, il ressort de leurs réponses une moyenne à +1,8. Ils ne sont que 19 % à avoir donné une note négative, quand un tiers a choisi +4 ou +5. Ils ont ainsi particulièrement apprécié manger à domicile, passer plus de temps à cuisiner et s'occuper de leur maison et, pour ceux qui vivent en couple avec des enfants, partager plus de temps en famille. **Seuls un quart des répondants ont mal vécu de ne pouvoir accéder aux commerces non essentiels**.

UN RETOUR VERS LE COMMERCE MESURÉ

De fait, **les Français ne semblent pas s'être précipités vers les magasins de produits non-alimentaires** redevenus pour la plupart de nouveau accessibles. 53 % déclarent avoir effectué au moins un achat de produits non-alimentaires dans un magasin physique depuis le début du déconfinement. En tête : **les produits pour le bricolage et le jardinage que 30 % des répondants déclarent avoir achetés**, loin devant l'ensemble des autres catégories de produits. La période de réclusion forcée a en effet été propice à se réapproprier son habitat et aux velléités de réaménagements, en même temps qu'elle a contraint à reporter des réparations nécessaires. **C'est donc en grande partie une consommation de rattrapage qui s'est opérée**, portant sur des achats nécessaires. D'ailleurs, 79 % des personnes qui ont procédé à des achats en commerce physique affirment qu'il s'agissait plutôt d'« *achats de produits dont elles avaient vraiment besoin* ». Pour seulement 5 % « *des achats pour retrouver le plaisir de consommer après cette période de confinement* ». Et pour 16 %, un peu des deux.

Si le plaisir occupe si peu de place dans les actes d'achat effectués dans les premiers temps du déconfinement, c'est probablement en grande partie dû à ce **déconfinement très progressif mais aussi aux difficultés persistantes de mobilité vers le commerce** (en particulier dans les grandes villes) et à la **dégradation de l'expérience d'achat** en raison des contraintes imposées par le respect des gestes barrières. Ce que confirment les évaluations faites par les répondants ayant fréquenté les magasins.

DES ATTENTES FORTES EN MATIÈRE DE DÉPENSES PUBLIQUES

La crise sanitaire a profondément bouleversé les priorités tant des Français que du Gouvernement. Il était donc opportun de sonder où se logent ces priorités pour les citoyens. Pour cela, **22 catégories de dépenses publiques¹ ont été soumises à l'évaluation** des personnes ayant participé à l'enquête ainsi qu'aux membres de notre communauté, en leur demandant de préciser, pour chacune d'entre elles, s'il conviendrait selon eux de les augmenter ou les diminuer.

Il ressort de leurs réponses que **les Français sont globalement plus prompts à désirer voir les dépenses publiques s'accroître que diminuer**. Pour 7 des 22 catégories de dépenses, il se dégage une nette majorité en faveur de l'augmentation des montants à y consacrer. Seules deux catégories de dépenses réunissent une majorité en faveur de leur réduction.

Deux autres constats émergent des réponses. D'abord, **une appétence pour les dépenses publiques se rapportant au care** de manière très générale, lorsqu'elles sont susceptibles de bénéficier à chacun, et en particulier lorsqu'elles touchent de près ou de loin à la santé (l'hôpital public, les remboursements de l'assurance maladie, la recherche scientifique, la protection de l'environnement...). Ensuite, et plus nettement encore, il en ressort **une posture de réserve de la part d'une partie importante de la population à l'égard des dépenses à caractère social**. De manière mesurée pour ce qui est des dépenses en direction des quartiers défavorisés ou des logements sociaux mais de façon plus marquée pour ce qui est des aides sociales directes, et tout particulièrement celles ciblant les étrangers en situation régulière. C'est donc le principe de solidarité qui se révèle écorné au travers des réponses à cette question, **l'expression d'une forme de repli sur soi**, qui s'illustre également par l'adhésion d'une majorité des Français interrogés à l'idée de réduire les dépenses de la France pour financer les politiques de l'Union européenne.

Ces conclusions sont cohérentes avec différents constats réalisés au travers de notre dispositif d'étude tout au long de la crise sanitaire. Cette tendance au repli et au déclin de la solidarité s'illustre également par l'évolution des valeurs auxquelles les répondants se disent attachés. Les évolutions les plus franches concernent **les valeurs relatives à l'altruisme, qui ont eu tendance à reculer avec le confinement**, avec une accélération lors de l'entrée dans la phase de déconfinement. Ainsi, alors qu'en novembre 2019, 72 % des répondants avaient considéré « *l'engagement pour une cause, pour les autres* » comme une valeur importante (note supérieure ou égale à 7), cette part est tombée à 47 % au cours de la première vague (18-25 mars). Elle s'établit désormais à 40 %. Dans le même esprit, « *le partage, la solidarité* » est passé de 72 % avant le confinement à 68 % au début du confinement pour tomber aujourd'hui à 59 %.

Si les Français semblent collectivement plutôt preneurs d'une augmentation des dépenses publiques, où trouver les recettes fiscales correspondantes ? Si l'on en juge par les réponses sur les sources fiscales qu'il s'agirait de mettre en place ou de renforcer pour financer les dépenses associées aux services publics, **les Français apparaissent plus que jamais épris de justice fiscale. Une aspiration mâtinée du désir de privilégier des sources de financement qui épargnent la plupart d'entre eux**.

¹ S'inspirant pour ce faire du Baromètre des priorités politiques cofinancé par le LIEPP, le CEVIPOF et le Service d'Information du Gouvernement : <https://www.sciencespo.fr/liepp/en/content/barometre-des-priorites-politiques>

Une taxe sur le chiffre d'affaires en France des grands groupes internationaux (grandes entreprises du numérique, multinationales...) est l'option qui rassemble le plus d'avis favorables (77 % contre seulement 13 % d'oppositions). Viennent ensuite, avec là aussi des niveaux d'adhésion très élevés : **le rétablissement de l'impôt sur la fortune et l'augmentation de l'impôt sur le revenu pour les tranches les plus élevées**. Et les deux tiers des personnes interrogées se disent favorables à une hausse de l'impôt sur les gains financiers.

La hausse de l'impôt sur l'héritage est massivement rejetée. Elle rencontre l'opposition de 72 % des Français interrogés. **Une hausse de l'impôt sur le revenu répartie sur l'ensemble des Français les divise** : les opposants (47 %) étant légèrement plus nombreux que ceux qui s'y montrent favorables (40%).

LES ÉLANS DE SOLIDARITÉ ET DÉSIRES D'ENGAGEMENT

Le diagnostic de repli sur soi inspiré par les résultats de l'enquête semble cependant en porte-à-faux avec les élans de solidarité qui se sont manifestés sous des formes variées durant la crise sanitaire, avec le foisonnement de micro-initiatives locales largement relayées par les médias. L'enquête confirme que la situation exceptionnelle a favorisé des élans de solidarité même si elle en relativise la portée.

Par exemple, 35 % des répondants disent avoir applaudi les soignants à 20 h. 29 % ont fait des courses pour d'autres personnes, plus d'un Français sur 10 (15 %) déclare avoir participé à une démarche de solidarité dans son voisinage, son quartier, ou dans un groupement bénévole.

Bénéfice collatéral du confinement : **35 % des Français interrogés disent avoir renforcé leurs liens avec leurs voisins à la faveur de la crise sanitaire**.

Parallèlement, le désir de s'engager et s'impliquer davantage dans les grandes décisions les concernant est réel. Si ce souhait est notable à l'échelle du voisinage immédiat, du quartier (39%) et de la commune (47%), il est cependant moins important à l'échelle nationale (43%), et plus limité encore à l'échelon européen (25%). Mais il faut le noter : **la crise que nous vivons n'a pas eu d'effet sur ces vellétés d'engagement. Bien au contraire** : ces proportions sont en baisse par rapport à ce que nous mesurions en novembre 2019 - qui manifestait déjà un recul marqué par rapport à 2017 – confortant le diagnostic d'un repli sur soi favorisé par le contexte actuel.

Par ailleurs, et à l'image des solidarités qui s'expriment depuis le début de la crise, **c'est envers les relations de la socialité primaire – familles, amis, connaissances – que se portent le plus volontiers les élans d'engagement** et par extension à l'égard de ceux qui nous ressemblent, à qui l'on peut/veut faire confiance ou dont la situation de précarité, de détresse ou de vulnérabilité nous émeut. **Inversement, l'« autre » (qui renvoie à la véritable altérité), au lointain et à l'étranger, ici ou là-bas, n'apparaît pas prioritaire** (et parfois pas le bienvenu). Enfin, si l'action bénévole et associative recueille encore les suffrages d'une majorité de participants – malgré les très nombreuses critiques liées au fonctionnement de ces organisations –, **les syndicats et les partis politiques apparaissent fortement délégitimés, tout engagement politique étant perçu de manière péjorative**.

UNE VOLONTÉ DE CHANGEMENT TRÈS LARGEMENT PARTAGÉE

Autre complexité : repli sur soi ne rime en rien avec immobilisme, bien au contraire. Ainsi, l'entrée dans la crise sanitaire s'est-elle accompagnée d'un vaste débat sur ses causes, sur l'état du monde, sur la situation du pays et, plus encore, sur les voies qu'il conviendrait de privilégier pour « le monde d'après ». Si l'on en juge par les résultats de l'enquête, **les Français sont en effet animés par un important désir de changement**, ce que

laissaient déjà entrevoir nos enquêtes antérieures au déclenchement de l'épidémie². En effet, ils ne sont que 5 % à déclarer qu' « *il faut revenir au plus vite à la situation « normale » d'avant la crise* ». **89 % sont en attente de changements** et, parmi eux, 20 % d'« *une modification radicale de la manière dont est organisée la vie en société* » et 41 % « *de changements importants* ».

Invités à réagir à une quinzaine d'axes de changements très concrets, une majorité émerge en faveur de sept d'entre eux, dont quatre rassemblent plus de 70 % d'opinions favorables : « *La mise en place d'un système de consultation citoyenne permettant à la population, par le biais d'un vote électronique, de participer aux prises de décision nationales* » ; l'augmentation du SMIC en France ; le plafonnement des écarts de salaires dans les entreprises et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Bien que plus modérée, l'adhésion est également majoritaire s'agissant de la possibilité de révoquer les élus, de l'opportunité de créer un revenu minimum au niveau mondial ou encore de l'autogestion dans les entreprises. **S'expriment donc ici le désir d'être davantage pris en compte et considéré et de fortes attentes d'une plus grande justice dans la distribution des richesses.**

A noter : deux axes de changement suscitent l'opposition d'au moins les deux tiers des Français interrogés, qui partagent de se rapporter à « l'étranger » : la régularisation de tous les sans-papiers résidant en France ainsi que l'idée d'une ouverture inconditionnelle des frontières au niveau mondial.

UNE SITUATION POTENTIELLEMENT EXPLOSIVE

Ces aspirations au changement, à la fois fortes et largement distribuées, convergent ainsi vers un certain nombre d'axes relativement consensuels. **L'offre politique existante paraît-elle en mesure de répondre à ces aspirations ? La réponse est sans appel : « non » pour 74 % des Français interrogés** (dont 38 %, « *non, pas du tout* »). Une position majoritaire dans toutes les fractions de la population.

Ce hiatus entre une profonde volonté de changement et la perception d'un corps politique, quelle que soit sa couleur, perçu comme incapable d'y répondre, est **potentiellement explosif**. A cet égard, à la question « *Pensez-vous que dans les mois à venir des actions militantes violentes seront nécessaires pour contraindre les hommes politiques à prendre en compte l'avis de la population ?* », 42 % des Français interrogés répondent par l'affirmative (contre 38 % qui répondent « non » et 20% qui ne se prononcent pas).

D'IMPORTANTES CLIVAGES AU SEIN DE LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE

Les résultats de l'enquête confirment finalement ceux issus des vagues antérieures : **de profonds clivages divisent aujourd'hui la société française** que la crise sanitaire semble avoir renforcés.

Un clivage social tout d'abord. Les CSP-, les tranches les plus basses de niveau de revenu, les personnes déclarant les niveaux les plus élevés de contrainte budgétaire... apparaissent souvent à la fois comme ayant été plus touchées par les conséquences de la crise sanitaire et comme adoptant des positions plus radicales que les couches de la population situées plus haut sur l'échelle sociale. D'ores et déjà davantage touchées par les baisses de revenu, ces catégories ont été et sont encore plus souvent en situation d'arrêt de travail, se montrent plus inquiètes vis-à-vis des perspectives associées aux années à venir. Elles ont moins bien vécu la période du confinement. Elles sont, plus que la moyenne, **favorables à la diminution des aides sociales, en particulier celles dont bénéficient les étrangers** (elles sont rejointes ici par une proportion significative de CSP intermédiaires). Elles sont également **plus nombreuses à estimer que des actions violentes seront nécessaires** pour contraindre les politiques à prendre en compte l'avis de la population.

² Voir en particulier, L'ObSoCo, Observatoire des perspectives utopiques, avec le soutien de l'Ademe, de BPI France et de la Chaire ESCP/E.Leclerc, octobre 2019.

Ce clivage social se double d'un **clivage géographique** (qui ne lui est d'ailleurs pas totalement étranger). Sur de nombreux thèmes, **les habitants des villes centres des grandes métropoles se distinguent du reste de la population**, en particulier les habitants des petites agglomérations ou des petits et moyens pôles urbains et des villes isolées. Les personnes résidant dans les unités géographiques plus petites sont plus favorables que la moyenne à voir reculer les aides sociales, et se déclarer en faveur de l'augmentation de l'impôt sur le revenu (en particulier pour les tranches les plus hautes) et du rétablissement de l'impôt sur la fortune. Elles se montrent également plus volontaires concernant la participation des citoyens aux grandes décisions au moyen de référendums, la révocation des élus et le tirage au sort des députés. Une majorité d'habitants des petites agglomérations adhèrent à l'idée que les actions violentes seront nécessaires.

Enfin, un **troisième clivage** (qui, là encore, est pour partie lié aux précédents) sépare les personnes qui se disent « **gilets jaunes** » (en particulier celles qui ont pris part à la mobilisation) mais aussi leurs soutiens, et les répondants qui s'opposent au mouvement. **Les « gilets jaunes » ont été plus nombreux que la moyenne à subir une baisse de revenu et se montrent plus pessimistes à l'égard des années à venir** ; ils évaluent plus défavorablement la manière dont ils ont vécu le confinement. Ils se montrent dans l'ensemble moins favorables que l'ensemble de la population à l'idée d'une baisse des aides sociales et davantage favorables à l'augmentation du SMIC. Ils sont en revanche **massivement en faveur du rétablissement de l'impôt sur la fortune, l'augmentation de l'impôt sur le revenu pour les tranches élevées, et la taxation des gains financiers**. Ils soutiennent massivement le recours au référendum. 62 % de ceux qui soutiennent le mouvement sans avoir pris part à la mobilisation s'accordent sur l'idée que les actions violentes seront nécessaires, une part qui atteint 72 % parmi les « gilets jaunes » actifs.

En savoir + sur notre dispositif « COVID-19 : Le Jour d'après :

<http://lobsoco.com/covid-19-le-jour-dapres-le-temps-du-deconfinement/>

Contacts et informations

Philippe Moati

Co-fondateur de l'ObSoCo
p.moati@lobsoco.com
06 81 13 42 44

Nathalie Damery

Présidente de l'ObSoCo
n.damery@lobsoco.com
06 71 55 23 63

Guénaëlle Gault

Directrice générale de l'ObSoCo
g.gault@lobsoco.com
06 48 16 87 06